

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

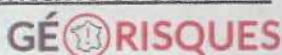
EVRY-COURCOURONNES, le  
21/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**CMC ex KMG Chemicals Inc.**

USINE DE LA RACHEE  
91530 Saint-Chéron

Code AIOT : 0006504895

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2023 dans l'établissement CMC ex KMG Chemicals Inc. implanté Usine de la Rachée 91530 Saint-Chéron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMC ex KMG Chemicals Inc.
- Usine de la Rachée 91530 Saint-Chéron
- Code AIOT : 0006504895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société CMC Materials UPC est spécialisée dans le domaine de la production de solutions ammoniacales et d'acides minéraux, la fabrication des composés chimiques tels l'acide sulfurique, nitrique et phosphorique, et des solutions aqueuses comme l'acide chlorhydrique et fluorhydrique. Le site de Saint-Chéron compte deux activités : une activité de production et une plateforme logistique sur la partie CMC. En termes de volumes de production, l'alcool isopropylique est le produit phare; Saint-Chéron est le seul site en Europe à le produire pour la microélectronique sur la partie « ultra pur ».

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite d'inspection du 30/06/2022 ;
- Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux et sous-sols;
- Prescriptions relatives à la prévention des risques ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	RQ1.3 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article Obs1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	NC 1.2 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article NC1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	RQ 1.7 Suivi de la qualité des eaux	Autre du 24/11/2021, article obs 1.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	RQ1.5 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article Obs1.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etude de dangers	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	NC 1.1 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article NC1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 13/02/2023 a permis de constater la mise en place d'une réserve d'extinction incendie sous forme d'une bâche souple de 120 m3 munie d'une poteau d'aspiration raccordé en dessous de la citerne par un système enterré. La Non-conformité NC1.1 faisant suite à la visite du 24/06/2021 est levée.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Hypothèse et méthodologie de l'EDD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les compléments sollicités pour la finalisation de l'instruction de l'étude des dangers. L'inspection des installations classées est en cours d'instruction de l'étude de dangers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/06/2021, article Obs1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Temps de réponse de la chaîne MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/10/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant formalisera explicitement dans le rapport de contrôle annuel du système de détection et d'extinction incendie du bâtiment D le respect du temps de réponse (6 à 15 secondes) de la chaîne MMR relative au système de détection.
<b>Constats :</b>  <u>Constat effectué lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</u>  L'exploitant déclare qu'en l'état actuel du bâtiment D, le temps de réponse de la chaîne MMR est de 30 secondes (d'évacuation du personnel) + 30 secondes (d'injection du gaz carbonique). Selon l'exploitant, les travaux seront réalisés sur le bâtiment D pour que le système d'extinction soit complètement à base d'inergen avec la mise en place d'une détection supplémentaire au niveau de la toiture. L'exploitant déclare à l'issue des travaux, les 30 secondes de temporisation prévues pour l'évacuation du personnel ne seront plus à prendre en compte et le temps de réponse sera donc de 30 secondes. L'exploitant formalisera donc dans le projet d'arrêté complémentaire relatif à l'instruction de l'étude de dangers. L'exploitant a transmis le rapport de vérification de la protection incendie du 23/03/2022 établi par la société Johnson Controls et qui mentionne une non-conformité concernant l'absence de la date de fin de validité pour le déclencheur pyrotechnique 1 (page 13/17 du rapport). L'exploitant informe que la livraison des travaux sur le bâtiment D est prévu au 30/09/2022.  Par ailleurs, l'exploitant a réalisé des tests d'étanchéité sur le bâtiment D, un remplacement des portes est nécessaire pour garantir cette étanchéité. Ces travaux seront aussi réceptionnés en septembre 2022.  <u>Constat effectué lors de la visite du 13/02/2023</u>  Lors de la visite du 13/02/2023, l'exploitant a confirmé la réalisation des travaux de mise en place du système d'extinction de l'ensemble du bâtiment D par de l'inergen au 1er trimestre 2023. Le remplacement des portes du bâtiment D sera aussi réalisé, courant 1er trimestre 2023 afin de garantir l'étanchéité du bâtiment.  L'exploitant devra justifier de la réalisation des ces travaux.  L'exploitant transmettra à l'inspection les documents relatifs à la réception des travaux sur le bâtiment D.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 3 : NC 1.2 Suite de la visite 24/06/21**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/06/2021, article NC1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inspection externe en exploitation des réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de l'inspection externe en exploitation des réservoirs définie au § 6.2 de la DT94. L'exploitant précisera en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste des contrôles réalisés ainsi que les résultats obtenus,</li> <li>- la qualification des inspecteurs,</li> <li>- éventuellement la liste des contrôles qui n'auraient pas pu être réalisés accompagnée d'une justification détaillée des difficultés techniques rencontrées.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <u>Constat effectué lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</u>  L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des cuves réalisés par APAVE. Le contrôle a été réalisé le 19/07/2021, le rapport en date du 20/07/2021 conclu sur un état satisfaisant de l'ensemble des cuves contrôlées.  Par contre l'exploitant n'a pas présenté de plan d'inspection des réservoirs conformément à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.  L'exploitant doit mettre en place un plan d'inspection des cuves conformes à l'article 29 de l'arrêté du 3/10/2010 susmentionné et le transmettre à l'inspection des installations classées.  <u>Constat effectué lors de la visite du 13/02/2023</u>  L'exploitant doit toujours mettre en place un plan d'inspection des cuves conforme à l'article 29 de l'arrêté du 3/10/2010 susmentionné et le transmettre à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 4 : RQ 1.7 Suivi de la qualité des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/11/2021, article obs 1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant a informé l'inspection de la réalisation, en mai 2021 par le bureau BURGEAP, de l'analyse des eaux souterraines, de l'air des sols et à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Les résultats de l'analyse ont été transmis par courriel du 24/06/2021.</p> <p>Les résultats d'analyse présentés par l'exploitant présentent dans l'ensemble une réduction des concentrations au niveau des eaux souterraines par rapport aux campagnes de 2019 et 2020. Les valeurs restent encore très élevées en COHV (perchloroéthylène et tetrachloroéthylène) pour les piézomètres PA4 et PA6.</p> <p>Pour les mesures des gaz du sols, deux point CG4 et CG8 montrent un dépassement important en COHV.</p> <p>Pour la mesure de l'air ambiant dans les bâtiments, des dépassements important ont été relevés dans les bâtiments B, U et T.</p> <p>L'inspection note que les résultats transmis n'ont pas été analysés et affinés par le bureau d'études, pour déterminer les valeurs obtenues ou les variations constatées au niveau des eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le rapport final dès réception de celui-ci.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat effectué lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</u></p> <p>L'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées en décembre 2021 par le cabinet BURGEAP; ceux ci concluent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-un impact en COHV et dans une moindre mesure en BTEX dans les eaux souterraines de la nappe alluviale à l'est du site, au droit des ouvrages PA4 et PA6 ;</li><li>- une absence d'impact, présence de traces d'hydrocarbures et de COHV dans les eaux superficielles de l'Orge, avec une légère augmentation des concentrations de l'amont vers l'aval du site ;</li><li>- un impact en COHV dans les gaz des sols en limite est du site ;</li><li>- un impact en hydrocarbures, BTEXN et COHV dans l'air ambiant des bâtiments (B, U, G) et très marqué au droit du bâtiment T. Cette dégradation de la qualité de l'air intérieur trouve en partie son origine dans un impact du sous-sol (sols et eaux souterraines), notamment pour les bâtiments T et G, à l'exception du naphtalène et du trichloroéthylène mesurée au sein des bâtiments U et G.</li></ul> <p>Compte tenu du résultat du diagnostic complémentaire des sols et du suivi semestriel de la qualité environnementale du site de l'usine de la Rachée, le cabinet BURGEAP préconise les recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• La réalisation d'un diagnostic complémentaire sur les sols afin de délimiter totalement la zone de pollution concentrée présente à l'est du site et la réalisation d'un plan de gestion associé ;</li><li>• Le maintien de la surveillance environnementale du site (libérer l'accès à l'ouvrage Pz8).</li></ul> <p><u>Constat effectué lors de la visite d'inspection du 13/02/2023</u></p> <p>Le constat réalisé lors de la visite d'inspection du 30/06/2022 est toujours d'actualité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



N° 5 : NC 1.1 Suite de la visite 24/06/21

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/06/2021, article NC1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité de la défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant informera l'inspection de sa position sur la nécessité : - soit de faire les travaux complémentaires afin de respecter le critère de débit de 180m <sup>3</sup> /h ; - soit de formuler une demande justifiée de modifier la prescription de l'article 71.15 du chapitre V de l'arrêté préfectoral n°2001-PREF.DCL/0460 du 12 décembre 2001.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas encore déterminé l'option retenue pour le respect de la prescription. L'orientation choisie par l'exploitant serait de mettre en place une réserve d'eau d'extinction incendie (bâche souple ou bassin maçonné) afin de disposer d'un volume supplémentaire d'eau de 120 m <sup>3</sup> minimum en remplacement du poteau incendie prévu à l'article 71.5 Chapitre V de l'arrêté préfectoral n°2001-PREF.DCL/0460 du 12 décembre 2001. L'exploitant a présenté une étude et un devis réalisés en vu d'installer une bâche souple à l'arrière du bâtiment P ; cette solution ne serait pas retenue, car la bâche sera dans la zone des effets thermiques en cas d'incendie du bâtiment. L'exploitant prendra l'avis du SDIS afin d'évoquer la solution de la création d'un bassin maçonné.  L'exploitant a finalement installé une réserve d'eau incendie au moyen d'une bâche souple de 120 m <sup>3</sup> installée à l'arrière du bâtiment P sur une plateforme rehaussée pour faciliter l'alimentation du poteau d'aspiration associé. Cette réserve incendie à été réceptionnée par le SDIS91, le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 6 : RQ1.5 Suite de la visite 24/06/21

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/06/2021, article Obs1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test d'étanchéité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport du prochain test d'étanchéité la salle blanche protégée par l'injection de l'Inergen au sein du bâtiment D.
<b>Constats :</b>  <u>Constat effectué lors de la visite d'inspection du 30/06/2022</u>  Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle de l'étanchéité du bâtiment D réalisé par la société TYCO. Le rapport établi par TYCO conclut sur l'absence d'étanchéité de ce bâtiment et préconise le remplacement des portes. L'exploitant déclare avoir demandé un devis pour la réalisation de ces travaux.  <u>Constat effectué lors de la visite d'inspection du 13/02/2023</u>  L'inspection reste en attente des justificatifs de la réalisation des travaux d'étanchéité du bâtiment. Lors de la visite du 13/2/2023, l'inspection confirme que le remplacement des portes du bâtiment D sera réalisé courant 1 <sup>er</sup> trimestre 2023, afin de garantir l'étanchéité dudit bâtiment.  L'exploitant devra transmettre les justificatifs de la réalisation de ces travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



